

TERMES DE REFERENCE

Informations sur le poste

Titre du poste : Evalueur du Projet

Lieu d'affectation : Union des Comores

Durée : 6 jours à Moroni et 5 jours home-based pour la rédaction du rapport

Période : du 01 au 11 septembre 2018

Contexte organisationnel

Le **Centre Européen d'Appui Electoral (ECES)** est une organisation non gouvernementale à but non lucratif et à vocation mondiale, basée à Bruxelles. La mission d'ECES est de promouvoir un développement démocratique durable, à travers des services de conseil et de soutien opérationnel pour la mise en place de cycles électoraux, en faveur des organes de gestion électorale et des organisations régionales et internationales. ECES œuvre pour le renforcement des capacités au niveau national, régional et international en facilitant les relations entre pairs, l'échange d'expériences, la collaboration Sud-Sud et le développement du leadership. Compte tenu de la nature cyclique du processus électoral, l'appui aux élections doit être intégré dans le cadre plus large du développement démocratique. Par conséquent, ECES travaille en étroite collaboration, non seulement avec les organes de gestion électorale, mais aussi avec les parlements nationaux, les partis politiques, les médias, les institutions judiciaires, ainsi qu'avec les organisations de la société civile des pays partenaires.

Dans le cadre du Projet d'Appui pour le Renforcement des capacités de la société civile et des institutions nationales en Droits Humains, en Genre et en Démocratie, ECES poursuit ses efforts de renforcement et d'approfondissement de la connaissance juridique par les institutions étatiques et non étatiques dans ses matières et notamment avec la publication d'un Recueil des textes en vigueur.

Dans la réalisation de ce travail, un Consultant international est sollicité pour accomplir les tâches ci-après.

Le projet d'appui pour le renforcement des capacités de la société civile et des institutions nationales en droits humains, en genre et en démocratie - Comores

Le projet a démarré le 24 mars 2018 et il prend fin le 15 septembre 2018. Il a comme objectif global de Renforcer la société civile et les institutions nationales sur la prise en compte des droits humains, du genre et de la démocratie dans le contexte institutionnel actuel.

Plus spécifiquement il y a deux objectifs spécifiques :

- i. Renforcer la connaissance juridique des institutions bénéficiaires et de la société civile concernant les droits humains, le genre et la démocratie.
- ii. Appuyer l'intégration des droits humains, du genre et de la démocratie dans la préparation, le déroulement et la mise en œuvre des potentielles décisions et/ou recommandations des Assises.

Trois (3) sont les résultats attendus :

- i. Les principaux textes légaux en vigueur concernant les droits humains, le genre et la démocratie sont identifiés, compilés et diffusés.
- ii. Une plaidoirie aux principales institutions et à la société civile, sur les textes légaux en vigueur concernant les droits humains, le genre et la démocratie, est réalisée.
- iii. Un suivi technique et un appui-conseil pour la prise en compte des droits humains, du genre et de la démocratie sont réalisés pendant la préparation, le déroulement et la mise en œuvre des potentielles décisions et/ou recommandations des Assises.

Objectifs de la mission d'évaluation

L'objectif de l'évaluation finale est d'analyser les performances et les résultats du projet en tenant compte aussi bien de ses objectifs que de la pertinence de ses activités et du contexte de sa mise en œuvre. L'évaluation vise également à identifier les principales leçons apprises et les recommandations pour une éventuelle suite du projet afin d'assurer la pérennité des actions entreprises. Il s'agit également de déterminer si le projet a été mis en œuvre d'une façon efficace et efficiente. Ainsi, l'évaluation sert à vérifier si les différentes composantes du projet ont été exécutées conformément aux conditions stipulées et si les résultats attendus ont été atteints. A ce propos, l'évaluateur rencontre tous les interlocuteurs pertinents, les bénéficiaires du projet, les partenaires de mise en œuvre et le bailleur de fonds, pour la collecte des informations nécessaires à la réalisation du rapport d'évaluation externe.

Services demandés et approche méthodologique

L'évaluateur du projet doit exécuter l'évaluation en conformité avec les lignes directrices de la Gestion du Cycle de Projet et de la méthodologie d'évaluation de la Commission européenne. L'évaluation se basera sur une approche participative qui inclue les différents bénéficiaires et acteurs impliqués dans le projet et elle se fera en conformité avec les principes pour l'évaluation de l'aide au développement du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

Il s'agit ainsi d'évaluer le projet selon les principes suivants :

Pertinence	Dans quelle mesure les objectifs du projet correspondent aux priorités et aux politiques du groupe ciblé, des partenaires et du bailleur du projet et est-ce que les activités menées et les résultats observés sont-ils compatibles avec la finalité globale et l'impact escompté ?
Efficacité	Dans quelle mesure les objectifs du projet ont été réalisés et quelles ont été les principales raisons de la réalisation ou de la non-réalisation des objectifs ?
Efficienc	Dans quelle mesure les ressources (humaines, matérielles et financières) mises à disposition ont été utilisées de manière appropriée pour atteindre les objectifs préconisés ?
Impact	Quelles sont les conséquences/effets (positifs et négatifs, directs ou indirects, intentionnels ou non) du projet et comment s'expliquent-ils? L'évaluation doit prendre en considération les résultats souhaités et

	les résultats involontaires, de même que les impacts positifs et négatifs de facteurs externes, tels que le contexte politique et électoral, les conditions financières, etc. Quel changement concret l'activité concernée a-t-elle apporté aux bénéficiaires ?
Visibilité	Dans quelle mesure les bienfaits résultant du projet perdurent-ils après la finalisation du projet et l'arrêt du financement ? Quels sont les principaux facteurs qui influent sur la viabilité ou la non-viabilité du projet ?

En ligne avec ce qui précède : L'évaluateur, après avoir rencontré les principaux interlocuteurs, les bénéficiaires du projet et les partenaires de mise en œuvre et avoir échangé avec eux, produira un rapport en anglais analysant les résultats obtenus dans le cadre de l'intégralité de la mise en œuvre du projet, mettant en relief les enseignements tirés au cours de son exécution et préconisant des recommandations relatives à la performance, impact et viabilité. Le rapport inclura également une analyse du degré d'appropriation des actions par les bénéficiaires et les partenaires concernés et identifiera des recommandations pour une appropriation optimale de ce genre de projet.

Un projet de rapport d'évaluation doit être soumis et discuté en plénière avec l'équipe de l'unité de gestion du projet à la fin de la mission sur le terrain.

Le rapport doit par ailleurs, mettre en exergue les aspects liés :

- A l'identification des problématiques liées aux résultats attendus du projet ;
- À la pérennisation des acquis;
- À l'innovation de l'intervention et la valeur ajoutée dans le renforcement des capacités en droits humains, en genre et en démocratie;
- À la prise en compte de la dimension genre ;
- À l'identification d'activités additionnelles potentielles pour de futurs projets aux Comores dans le domaine électoral et de la démocratisation.

Le rapport doit être rédigé en français.

Compétences

- Autonomie, sens de l'initiative et de l'anticipation;
- Esprit d'analyse et de rigueur scientifique;
- Solides capacités d'analyse et de synthèse des situations;
- Aptitude à travailler sous la contrainte des délais et des résultats en faisant preuve d'initiative, de dynamisme et de pro activité;
- Aptitude à communiquer de façon efficace avec les différents partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet ainsi qu'avec les bénéficiaires ;
- Capacité à planifier et à organiser les tâches;
- Excellente capacité rédactionnelle

- Sensibilité à l'objectif spécifique du programme et adhésion aux principes et valeur d'ECES

Diplômes et expérience

Education

Un diplôme universitaire en sciences sociales, droit, relations internationales

Expérience

- Plus de 8 (huit) années d'expérience dans le domaine de coopération au développement et dans la mise en œuvre de projets de démocratisation;
- Connaissance du domaine de l'évaluation avec une expérience préalable d'évaluation de projet d'assistance et d'observation électorale;
- Connaissance approfondie des questions d'assistance et d'observation électorale ;
- Maîtrise de la Gestion du Cycle de Projet et de l'approche du cadre logique.

Langues

- Avoir une excellente maîtrise de la langue française autant écrite que parlée